

Direction générale du Trésor

# BRÈVES SECTORIELLES Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres Semaine du 2 février 2024

# Le chiffre de la semaine

#### LE CHIFFRE A RETENIR

53 677

bornes de recharge publiques pour véhicules électriques au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Selon les derniers chiffres du Department for Transport, plus de 16 600 chargeurs publics pour véhicules électriques (VE) ont été installés en 2023, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport à l'année précédente. Les dispositifs de recharge lents, qui fournissent une puissance de 3 à 8 kW, restent le type de chargeur public le plus répandu aujourd'hui, représentant 59 % du total. Toutefois, le nombre de chargeurs rapides augmente, les données révélant que les dispositifs fournissant une puissance de 50 kW et plus représentent désormais 19 % de l'ensemble des dispositifs de charge au Royaume-Uni.

# **Energie-climat**

Le Climate Change Committee appelle le gouvernement à mettre en œuvre les décisions de la COP 28

Dans son bilan de la COP 28, le Climate Change Committee reconnaît que le Royaume-Uni a joué un rôle important dans la négociation du texte final dυ Global l'opérationnalisation du fond « pertes et préjudices ». En revanche, il rappelle l'obligation qui incombe au gouvernement de tenir les objectifs définis à Dubaï et d'accélérer la sortie des énergies fossiles. Si le Royaume-Uni fait partie des pays les plus avancés dans sa décarbonation, le CCC relève que la perception de l'ambition climatique britannique a pu souffrir sur la scène internationale des signaux contradictoires à la suite des annonces du Premier ministre d'augmenter la production d'énergies fossiles et de repousser les échéances de plusieurs mesures. Le CCC insiste aussi sur la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie d'adaptation au changement climatique, soulignant que le Global Adpatation Framework était à certains égards plus ambitieux que le cadre national aujourd'hui en vigueur.

La présidente de la Chambre de Commerce britannique appelle les partis politiques à faire de la transition vers une économie décarbonée leur priorité

Dans un <u>entretien</u> accordé à la presse après la publication du rapport <u>Green Innovation</u>, Martha Lane Fox, la présidente de la Chambre de Commerce britannique (*British Chamber of Commerce*) souligne le risque de ralentissement de la transition énergétique dans le contexte de politisation croissante des questions écologiques dans la campagne électorale. Elle appelle les responsables politiques à faire preuve de plus de clarté et de cohérence dans leurs décisions. Interrogée sur la stratégie du parti travailliste, elle a souligné le besoin d'engagements significatifs du gouvernement pour la décarbonation afin d'attirer les investissements, sans toutefois se prononcer sur la pertinence de l'objectif de 28 Md£ d'investissements publics par an.

**Permis de production d'hydrocarbures -** Après les 27 permis octroyés en octobre 2023, la *North Sea Transition Authority* a accordé 24 nouveaux permis d'exploitation d'hydrocarbures à 17 entreprises dans le cadre du 33ème appel d'offres.

Exemption de TVA sur les travaux de rénovation énergétique – A partir du 1<sup>er</sup> avril 2024, les batteries domestiques entrent sur la liste des équipements d'efficacité énergétique bénéficiant d'une exemption de TVA, au même titre que les travaux d'isolation, les panneaux solaires ou les pompes à chaleur.

### **Environnement**

Le DEFRA annonce de nouvelles mesures pour protéger la biodiversité et l'environnement

Dans un <u>communiqué</u> publié un an après la publication du plan d'action du gouvernement pour l'environnement (*Environmental* 

Improvement Plan), le ministère chargé de l'environnement a annoncé l'interdiction de la pêche du lançon dans les eaux anglaises de la Mer du Nord à partir du 1er avril 2024 et a confirmé que la pêche au chalus sera interdite dans les 13 aires marines protégées supplémentaires. Le ministère a également annoncé la création d'un nouveau cadre de gouvernance des 44 espaces protégés d'Angleterre (National Parks et National Landscapes). Enfin, une enveloppe de 7 M£ a été alloué à une trentaine de projets d'entretien et de restauration des tourbières, essentielles pour le puits de carbone britannique.

# Le gouvernement annonce l'interdiction des cigarettes électroniques à usage unique

Le gouvernement a annoncé un <u>plan</u> visant à interdire les cigarettes électroniques jetables dans tout le Royaume-Uni, dans le cadre d'une campagne plus large de lutte contre le vapotage et le tabagisme chez les jeunes. Des recherches ont montré que le nombre d'enfants utilisant des cigarettes électroniques à usage unique a triplé au cours des trois dernières années : selon le gouvernement, 9 % des jeunes de 11 à 15 ans en utiliseraient aujourd'hui. Cette annonce intervient par ailleurs dans un contexte d'inquiétude croissante quant à l'impact majeur des millions de vapes à usage unique - qui contiennent des matériaux précieux tels que le lithium et le cuivre jetées à la poubelle chaque semaine.

## **Transports**

### ZeroAvia et l'allemand flyv s'associent pour étudier la possibilité de vols « propres » à la demande à travers l'Europe

ZeroAvia, qui développe des moteurs d'avion à hydrogène, a signé un <u>accord</u> avec la startup allemande Flyv, qui prévoit d'utiliser l'IA pour mieux faire correspondre la demande de vols et la disponibilité des avions, dans l'objectif de permettre de rentabiliser des vols au départ et à l'arrivée de petits aérodromes moins congestionnés que les aéroports internationaux. Ces vols seraient exploités par des avions zéro-émissions de faible capacité, tels que ceux que prévoit d'équiper ZeroAvia, dont les coûts d'exploitation relativement faibles permettraient de rentabiliser de telles dessertes. Dans le cadre de l'accord, ZeroAvia et flyv « étudieront les avantages potentiels en termes de coûts d'exploitation et d'expérience passager qu'aurait l'introduction d'une offre de vols sur de petits appareils à hydrogène ».

## **Industrie**

La *UK Infrastructure Bank* prête 200M£ à AESC pour la construction de sa seconde *gigafactory* à Sunderland

La banque publique de développement UK Infrastructure Bank a octroyé un prêt de 200M£ pour soutenir le développement de la seconde gigafactory d'AESC à Sunderland. Pour rappel, AESC dispose d'une gigafactory d'une capacité de production annuelle d'1,8GWh à Sunderland et a débuté en 2022 la construction d'une seconde usine à même de produire 15,8GWh de batteries. AESC est le principal fournisseur de batteries de l'usine britannique de Nissan, également implantée à Sunderland. Le constructeur a annoncé qu'elle bénéficierait d'un investissement de 2Md£ afin de produire une nouvelle gamme de véhicules 100% électriques. Les usines d'AESC à Sunderland et la future usine de Tata permettraient au R-U de produire environ 60GWh/an de batteries à horizon 2030, contre un besoin évalué à 100GWh/an pour fournir l'industrie automobile britannique.

### L'industrie ne tire pas suffisamment parti des Investment Zones, selon Make UK et Barclays

Selon un rapport <u>publié</u> par Make UK et Barclays Corporate Banking, les deux tiers du secteur de l'industrie soutiennent la décision du Chancelier de l'Échiquier de prolonger de cinq ans la durée des avantages fiscaux accordés aux entreprises dans les *Investment Zones*, mais le dispositif reste trop méconnu des PME et ETI. Seules deux tiers des entreprises interrogées connaissent la politique des Investment Zones (59% des PME et 68% des ETI), tandis qu'un quart d'entre elles ne savent pas si elles font partie de l'Advanced Manufacturing (industries de pointe), secteur ciblé par le dispositif. Pour rappel, les *Investment Zones* permettent aux entreprises éligibles de bénéficier d'incitations fiscales pendant dix ans, mais aussi de subventions et de partenariats avec des institutions de recherche situés dans la zone.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <a href="https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international">www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international</a>

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction: SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement,

Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous: <a href="mailto:londres@dgtresor.gouv.fr">londres@dgtresor.gouv.fr</a>